



Issue: Vol2 No-2(2026):volume 2:2026

Publication date : 5-11-2026

Les défis du financement agricole en RDC : Quelles solutions pour soutenir les petits producteurs ?

Auteur: Mr.Chancellain Mabongo Katembo (MSC.Project Management)

École de Commerce d'Économie et gestion des projets UniversitéInternationale Atlantique,
Pioneer Plaza, 900 Fort Street Mall, Bureau905, Honolulu, Hawaii 96813, États-Unis

Résumé

L'agriculture est le moteur potentiel de la croissance économique et de la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo (RDC). Elle occupe près de 60 % de la population active et dispose d'un immense potentiel foncier et hydrique. Pourtant, ce secteur stratégique demeure sous-financé et confronté à des contraintes structurelles qui freinent sa modernisation. L'accès limité aux crédits, le manque de garanties, l'absence d'institutions financières rurales robustes et la faiblesse des politiques publiques constituent autant d'obstacles majeurs à l'épanouissement des petits producteurs, qui représentent l'épine dorsale de l'agriculture congolaise. Cet article met en lumière les principaux défis du financement agricole en RDC et propose des solutions concrètes et innovantes pour soutenir les producteurs ruraux. À travers une approche intégrée combinant mécanismes financiers adaptés, structuration du monde paysan, digitalisation des services financiers et partenariats public-privé, il s'agit de repenser le financement agricole pour en faire un véritable levier de développement durable.

Mots-clés: financement agricole, petits producteurs, RDC, inclusion financière, développement rural

Introduction

La République Démocratique du Congo est l'un des pays les plus riches en ressources naturelles en Afrique, mais paradoxalement, elle fait face à une insécurité alimentaire persistante. Bien que plus de 80 millions d'hectares de terres arables soient disponibles, moins de 10 % sont exploités de manière productive. L'agriculture représente pourtant une opportunité unique de diversification économique, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

Cependant, le financement demeure le maillon faible du secteur agricole. Les agriculteurs congolais, en particulier les petits producteurs qui représentent plus de 80 % des exploitants, peinent à accéder aux ressources financières nécessaires à l'achat d'intrants, de semences améliorées, d'engrais et de matériel agricole. Les institutions financières traditionnelles jugent le secteur trop risqué et imposent des conditions d'accès inadaptées au contexte rural. Ce déséquilibre entraîne une faible productivité, une dépendance accrue aux importations alimentaires et un cercle vicieux de pauvreté rurale.

Dans ce contexte, la question du financement agricole devient centrale : comment soutenir efficacement les petits producteurs et assurer un financement adapté et durable du secteur ?

Description du problème

Le financement agricole en RDC est confronté à plusieurs défis interconnectés. Premièrement, le secteur bancaire reste très faiblement impliqué dans l'agriculture. Moins de 3 % des crédits bancaires nationaux sont orientés vers l'agriculture, contre plus de 20 % dans certains pays africains comme le Ghana ou le Nigeria. Deuxièmement, les institutions de microfinance, bien qu'actives, imposent des taux d'intérêt qui dépassent souvent 25 %, ce qui décourage l'investissement productif. Troisièmement, les petits producteurs, qui opèrent souvent dans l'informel, ne disposent pas de garanties foncières ou de documents administratifs nécessaires pour accéder aux prêts.

Cette situation aggrave le cercle de pauvreté : faute de financement, les agriculteurs produisent peu, n'accèdent pas aux marchés, et restent incapables d'investir dans l'amélioration de leurs exploitations. De plus, la faiblesse des politiques publiques, l'instabilité économique et l'absence d'une stratégie cohérente de financement agricole viennent compliquer le tableau.

Cadre théorique

L'analyse s'appuie sur deux approches principales :

- **La théorie de l'inclusion financière** : elle stipule que l'accès universel aux services financiers favorise la croissance économique et réduit les inégalités sociales. Appliquée à l'agriculture, elle implique que les petits producteurs doivent disposer d'un accès équitable aux crédits, assurances et instruments financiers adaptés.
- **La théorie du développement rural durable** : elle met en avant la nécessité de soutenir le secteur agricole par des mécanismes financiers et institutionnels favorisant à la fois la productivité, la durabilité environnementale et l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales.

Analyse des défis du financement agricole en RDC

1. L'accès limité au crédit

L'un des principaux défis du financement agricole en République Démocratique du Congo réside dans l'accès limité au crédit. La grande majorité des producteurs agricoles, en particulier les petits exploitants, sont exclus du système bancaire formel. Les banques commerciales, qui représentent la principale source de financement dans le pays, se montrent réticentes à investir dans un secteur qu'elles considèrent comme risqué et peu rentable.

Cette réticence est alimentée par la perception d'une forte instabilité des prix agricoles sur les marchés. Les variations saisonnières, la dépendance aux importations, les fluctuations des taux de change et l'absence de systèmes de stockage performants contribuent à accroître l'incertitude. Les institutions financières craignent alors de ne pas récupérer leurs investissements, ce qui les pousse à orienter leurs crédits vers des secteurs jugés plus sûrs, tels que le commerce ou les services.

L'absence de mécanismes de partage de risque accentue ce problème. Dans plusieurs pays africains, des fonds de garantie agricoles permettent de rassurer les banques et de stimuler l'octroi de crédits.

En RDC, ces instruments financiers restent embryonnaires et ne couvrent qu'une portion infime des besoins du secteur.

Les producteurs qui parviennent à obtenir des crédits doivent souvent se soumettre à des conditions strictes et peu adaptées à la réalité rurale, comme des délais de remboursement courts, incompatibles avec les cycles agricoles, ou l'obligation de fournir des garanties matérielles qu'ils ne possèdent pas. Cette inadéquation freine l'utilisation effective des ressources financières disponibles.

Cette exclusion financière empêche les petits producteurs d'investir dans l'amélioration de leur productivité. Faute de moyens, ils se limitent à une agriculture traditionnelle, utilisant des outils rudimentaires et des semences non améliorées, ce qui réduit la compétitivité du secteur agricole congolais face aux produits importés.

Ainsi, l'accès limité au crédit n'est pas seulement un problème financier, mais un obstacle structurel au développement agricole. Pour le surmonter, il faudrait développer des instruments financiers spécifiques à l'agriculture, adaptés aux cycles de production et soutenus par des mécanismes publics de garantie.

2. L'absence de garanties suffisantes

Un autre défi majeur réside dans l'absence de garanties suffisantes de la part des petits producteurs. La plupart ne possèdent pas de titres fonciers officiels, condition souvent exigée par les banques pour accorder des crédits. Cette situation découle d'un système foncier complexe et peu transparent en RDC, où de nombreux agriculteurs exploitent des terres de manière coutumière sans en avoir la reconnaissance légale.

En l'absence de titres fonciers, les producteurs ne peuvent pas offrir de garanties crédibles aux banques. Même lorsqu'ils disposent d'actifs agricoles (outils, bétail, récoltes), ceux-ci ne sont pas reconnus comme garanties acceptables. Dans d'autres contextes africains, des mécanismes de warrantage (stockage des récoltes comme garantie) ou de crédit basé sur les contrats de vente existent, mais ils restent embryonnaires en RDC.

Le régime foncier dual, combinant droit coutumier et droit moderne, crée une insécurité foncière. Les producteurs hésitent à investir sur des terres dont ils n'ont pas la pleine reconnaissance légale, tandis que les banques refusent d'octroyer des crédits sans documents formels. Cette situation les maintient dans une agriculture de subsistance, sans possibilité d'accéder aux chaînes de valeur.

3. La faible couverture des institutions de microfinance

Bien que les IMF soient présentes, elles restent concentrées dans les zones urbaines et périurbaines. Les zones rurales, où résident la plupart des petits producteurs, restent mal desservies.

4. Le coût élevé du crédit

Les taux d'intérêt pratiqués par les IMF sont prohibitifs et ne permettent pas aux petits producteurs d'investir dans des activités agricoles à rentabilité différée.

5. La faiblesse des politiques publiques

Les politiques agricoles manquent de cohérence et les fonds publics destinés à soutenir l'agriculture sont souvent insuffisants ou mal gérés.

- Mise en place de fonds de garantie élargis

Un fonds national de garantie agricole, alimenté par l'État, les bailleurs internationaux et les banques locales, permettrait de réduire les risques liés aux prêts agricoles. Ce dispositif doit être conçu de manière flexible pour couvrir différents types de productions et intégrer des mécanismes de partage des pertes. L'expérience d'autres pays africains, comme le Nigeria avec son Agricultural Credit Guarantee Scheme, montre que ces instruments favorisent une augmentation significative des crédits agricoles (Banque Mondiale, 2022).

- Promotion des coopératives et organisations paysannes

La structuration des petits producteurs en coopératives renforce leur pouvoir de négociation, facilite la mutualisation des risques et ouvre l'accès à des financements collectifs. En outre, les coopératives peuvent servir de relais techniques pour la formation, la diffusion des intrants améliorés et l'intégration dans les chaînes de valeur. Le développement de banques coopératives ou de caisses rurales,

gérées par et pour les agriculteurs, représenterait une innovation institutionnelle adaptée (ONU DI, 2021).

– **Déploiement de la finance digitale et de l'assurance agricole**

Les solutions numériques, comme le **mobilemoney** et les plateformes fintech, peuvent réduire les coûts de transaction et élargir la couverture financière jusque dans les zones rurales enclavées. Elles permettent également de tracer les flux financiers et de renforcer la confiance des prêteurs. Parallèlement, le développement d'assurances agricoles (contre la sécheresse, les inondations ou les pertes de récoltes) offrirait aux producteurs une protection essentielle et inciterait davantage de banques

– **Subventions intelligentes et incitations publiques**

Plutôt que de distribuer des subventions massives souvent inefficaces, l'État peut cibler des intrants stratégiques (semences, engrais, matériel) et accorder des crédits subventionnés à faible taux d'intérêt. De plus, des incitations fiscales aux banques qui investissent dans l'agriculture pourraient renforcer le flux de capitaux vers les zones rurales (FIDA, 2022).

– **Le financement à coût partagé**

Le financement à coût partagé constitue une approche innovante qui permet de répartir les risques et les charges financières entre les différents acteurs de la chaîne agricole : producteurs, institutions financières, État et partenaires techniques. Dans ce modèle, le producteur apporte une contribution (financière, en nature ou en travail), tandis que les institutions financières et les partenaires complètent le financement. Ce mécanisme accroît la responsabilisation des agriculteurs, tout en réduisant le poids de la dette individuelle.

Concrètement, un projet agricole peut être financé à travers une combinaison de ressources : un pourcentage couvert par l'agriculteur (10 à 20 %), un prêt bancaire garanti par un fonds public, et un appui en subventions ou intrants fourni par l'État ou les ONG. Ce partage du coût permet d'équilibrer la charge financière et de limiter les risques de défaut de remboursement. De plus, il incite les producteurs à s'impliquer activement dans la réussite de leurs projets, puisqu'ils en sont eux-mêmes co-investisseurs.

Le financement à coût partagé est déjà appliqué avec succès dans certains pays d'Afrique de l'Est, notamment via des programmes de **matching grants**, où chaque dollar investi par le producteur est doublé par une institution publique ou un bailleur international. Ce modèle pourrait être adapté à la RDC, notamment pour encourager l'acquisition de matériel agricole, l'irrigation ou la mécanisation des cultures (OCDE, 2020).

Un autre avantage est que ce mécanisme favorise la confiance entre les producteurs et les institutions financières : les banques perçoivent une réduction du risque grâce au partage des responsabilités, tandis que les producteurs accèdent à des financements plus importants qu'ils ne pourraient obtenir seuls.

En RDC, l'intégration du financement à coût partagé dans les programmes agricoles nationaux permettrait non seulement d'élargir l'accès au crédit, mais aussi de stimuler l'investissement collectif dans les infrastructures rurales (routes, entrepôts, unités de transformation). À terme, cette stratégie contribuerait à transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture orientée vers le marché, capable de générer des revenus durables et de renforcer la sécurité alimentaire (FAO, 2021).

– Partenariats public–privé et bailleurs internationaux

La mobilisation des partenaires techniques et financiers (FAO, FIDA, Banque mondiale) est cruciale pour expérimenter de nouveaux modèles de financement. Les projets pilotes de crédits groupés, de warrantage ou de leasing agricole peuvent servir de laboratoire avant un déploiement national. Les partenariats avec des entreprises agro-industrielles offrent également une opportunité d'intégrer les petits producteurs dans des chaînes de valeur durables, garantissant à la fois l'accès au financement et aux marchés (Triki & Faye, 2013).

Conclusion

Le déficit de financement agricole en RDC constitue un frein majeur au développement économique et social. Les petits producteurs, pourtant au centre de la chaîne alimentaire, restent marginalisés. Une stratégie combinant innovations financières, structuration des producteurs, politiques publiques volontaristes et partenariats internationaux est indispensable pour transformer le potentiel agricole congolais en moteur de croissance durable.

Recommandations

1. Créer un fonds national de garantie agricole.
2. Inciter les banques à développer des produits financiers spécifiques au secteur agricole.
3. Renforcer l'éducation financière et la formation des producteurs.
4. Promouvoir la digitalisation des paiements et crédits ruraux.
5. Encourager les coopératives agricoles comme relais financiers et techniques.

Références

- Banque Mondiale. (2022). Rapport sur l'agriculture et le développement rural en Afrique subsaharienne. Washington, DC : Banque Mondiale.
- FAO. (2021). Financement agricole et inclusion financière en Afrique centrale. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- FIDA. (2022). Rapport annuel sur l'investissement rural. Rome : Fonds international de développement agricole.
- Ministère de l'Agriculture RDC. (2023). Programme national d'investissement agricole. Kinshasa : Gouvernement de la République Démocratique du Congo.
- OCDE. (2020). Inclusion financière et développement rural en Afrique. Paris : Organisation de coopération et de développement économiques.
- ONUDI. (2021). Développement des chaînes de valeur agricoles en Afrique centrale. Vienne : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
- PNUD. (2022). Financement inclusif et développement durable en Afrique subsaharienne. New York : Programme des Nations Unies pour le développement.
- Triki, T., & Faye, I. (2013). Financing Africa: Through the crisis and beyond. Tunis : African Development Bank.

